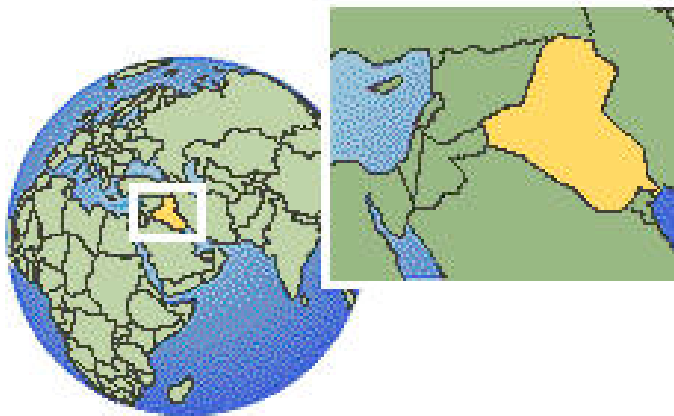


*Fédération internationale des journalistes*  
*Fédération des journalistes arabes*

# **La solidarité en action :** Les journalistes irakiens face au défi du changement

---



## **Rapport**

*Mission en Irak*

*19-25 janvier 2004*

## INTRODUCTION ET RÉSUMÉ

Une délégation de la Fédération internationale des journalistes et de la Fédération des journalistes arabes, conduite par le secrétaire général de la FIJ Aidan White et par le vice-président de la FAJ Mahboob Ali, a effectué une visite d'une semaine en Irak en janvier 2004 et a rencontré des organisations de journalistes, des correspondants étrangers, des éditeurs et de hauts représentants du Conseil de gouvernement irakien.

Les membres de la mission étaient :

**Aidan White**, *FIJ* ;

**Mahboob Ali**, *FAJ*, *président du syndicat des journalistes du Yémen* ;

**Jim Boumelha**, *Trésorier de la FIJ et National Union of Journalists (Royaume-Uni et Irlande)* ;

**Olivier Da Lage**, *Syndicat national des journalistes (France)* ;

**Sofiène Ben Hamida**, *Secrétaire général-adjoint de la FAJ et Association des journalistes tunisiens* ; et

**Yahia Kalash**, *secrétaire général, Syndicat des journalistes égyptiens*.

La visite a été décidée à la suite d'un accord de coopération entre la FIJ et la FAJ conclu à Rabat en avril l'année dernière (*Déclaration de Rabat, annexe 1*).

La mission a tenu des réunions à Bagdad et Erbil, où elle est parvenue à des accords substantiels avec des organisations de journalistes à Bagdad (le Syndicat des journalistes irakiens) et au Kurdistan (le Syndicat des journalistes du Kurdistan) pour travailler ensemble à un programme de développement professionnel et syndical. La mission a également examiné la crise actuelle des médias dans le pays.

La mission était la première en son genre à comprendre des représentants du mouvement syndical international et s'est déroulée dans des conditions difficiles, à commencer par la situation précaire qui règne en Irak. Néanmoins, les membres de la mission ont travaillé dans une entente remarquable tout au long de la visite. Cette atmosphère extrêmement positive a permis de mener à bien efficacement et dans la sécurité ce travail en dépit des dangers potentiels.

La mission avait préparé un programme d'assistance pour les journalistes irakiens comprenant des sessions de formation à l'action syndicale, à l'éthique du journalisme, aux droits des femmes dans les médias, à la sécurité du reportage et à la réglementation des médias, y compris l'avenir de la radio-télévision publique, le droit de la presse et les négociations avec les autorités (*Projet de programme pour renforcer l'unité et le professionnalisme des journalistes irakiens, annexe 2*).

Ce programme répond à un besoin urgent d'améliorer le professionnalisme et de déclencher un débat national sur la façon dont les journalistes devraient s'organiser une fois que des élections auront eu lieu et que l'État de droit aura été établi.

Au cours de la visite, les responsables de la mission ont adressé une lettre de protestation officielle au Conseil de gouvernement afin d'exprimer leurs préoccupations sur le traitement des journalistes par les autorités d'occupation et sur les tentatives d'exercer des pressions sur les journalistes sur ce qu'ils écrivent ou diffusent (*annexe 3*).

Par ailleurs, la FIJ et la FAJ continuent d'exiger des réponses sur les conditions dans lesquelles sept journalistes ont été tués durant la guerre qui n'ont toujours pas été expliquées de façon satisfaisante.

## ACTIVITÉS DE LA MISSION

*Formation à la sécurité* : A l'initiative de la FIJ, l'*International News Safety Institute*, le nouvel organisme consacré à la sécurité des journalistes soutenu par la FIJ et la FAJ, a organisé à Bagdad un cours de formation à la sécurité en reportage pour des journalistes irakiens qui a coïncidé avec la site de la mission. C'était la première formation pratique du genre organisée pour les personnels travaillant dans les médias qui a été mis en œuvre avec l'assistance de l'*Institute of War and peace reporting* (IWPR). Les membres de la mission ont se sont rendus sur le lieu où se déroulait le stage et ont rencontré les participants.

La mission a discuté du travail de l'IWPR qui comprend la mise en œuvre d'une formation pour les journalistes irakiens dans le cadre d'un programme complet financé par le Département britannique du développement international. En dépit d'un contexte difficile pour ce travail (l'IWPR lui-même opère dans un quartier de Bagdad protégé et sévèrement gardé), les membres de la mission regrettent que le processus de sélection des journalistes pour ces stages ne soit pas aussi large qu'il le devrait et ont eu le sentiment que la formation était quelque peu déconnectée des réalités concrètes que vivent les journalistes irakiens.

*Rencontres avec les syndicats* : Les membres de la mission ont rencontré des représentants du Syndicat des journalistes irakiens à leur siège à Bagdad. Cette organisation, qui a été suspendue par la Fédération des journalistes arabes, s'accroche au statut qui lui a été accordé du fait de la législation précédente.

Cependant, l'actuelle direction du syndicat a indiqué à la mission qu'elle était prête à dissoudre le nouveau bureau, élu dans des circonstances douteuses en décembre dernier et qu'elle était disposée à encourager un processus de réconciliation nationale et de nouvelles élections au moment approprié dans le cours de l'année 2004. Le Syndicat a indiqué qu'il apportait son appui au programme de travail de la FIJ et de la FAJ pour les journalistes irakiens et a fait connaître son intention d'adhérer à la FIJ dès que possible.

La mission s'est rendue à Erbil où elle a rencontré le Syndicat des journalistes du Kurdistan qui a été admis en 2003 à la FIJ en tant que membre associé.

Ce syndicat veut avant tout éviter d'être absorbé par le syndicat irakien et d'être ramené à la situation antérieure dans laquelle il n'avait qu'une influence marginale. Les journalistes du Kurdistan soutiennent un Irak unifié, mais avec la prise en compte de leur spécificité et des intérêts kurdes. Toute réorganisation de l'organisme national des journalistes devrait sans doute prendre en compte ces préoccupations. Les journalistes du Kurdistan ont donné leur accord pour travailler avec le syndicat irakien afin de soutenir le programme FIJ-FAJ d'appui aux journalistes.

La mission a également tenté de rencontrer des représentants d'un nouveau groupe qui cherche à créer un nouveau syndicat de journalistes. Cette initiative, qui bénéficie apparemment du soutien des autorités de la Coalition et qui est menée par le rédacteur-en-chef d'*As-Sabah*, un quotidien financé par les autorités, devait être lancée durant le séjour de la

mission, mais cela ne s'est pas produit. En dépit des efforts répétés de la mission pour rencontrer les représentants de ce groupe, notamment par l'organisation de deux rendez-vous, aucune rencontre n'a pu avoir lieu.

*Rencontres avec les médias étrangers* : La mission a visité plusieurs bureaux des principaux médias étrangers et discuté avec leurs correspondants. Les représentants d'*Al-Jazira* ont soumis une liste de 21 incidents au cours desquels leurs journalistes ont été harcelés par les autorités d'occupation. Pratiquement tous les correspondants rencontrés par la mission ont émis des plaintes similaires.

Les journalistes ont indiqué que les autorités de la Coalition surveillaient de près leur travail. Il en est résulté de nombreux incidents, tels que des plaintes téléphoniques de la part des responsables de la communication des forces d'occupation ou des menaces de ne pas laisser les journalistes accéder à un événement. L'exigence constante est d'obtenir une couverture « positive » et de mettre moins l'accent sur la violence et les difficultés rencontrées par les forces d'occupation. Il est arrivé à plusieurs reprises que des cassettes et du matériel soient confisqués et que les journalistes soient traités durement. Les principaux médias ont insisté pour conserver l'anonymat à propos de cette information. La crainte de représailles est bien réelle pour les journalistes sur le terrain.

Le correspondant de *Reuters* a attiré l'attention sur le traitement de trois de ses salariés, arrêtés et brutalisés en janvier par l'armée américaine. Cet incident a fait l'objet d'une protestation publique par les dirigeants de Reuters sur la façon dont leurs plaintes étaient traitées par les militaires américains (voir le communiqué de presse du 5 février 2004).

Le constat qu'il est impossible d'obtenir que les plaintes fassent l'objet d'une enquête digne de ce nom a été confirmé par la rencontre avec des journalistes qui étaient présents à l'Hôtel Palestine lorsqu'il a été attaqué par les forces américaines en avril et que deux journalistes ont été tués. Ils n'ont jamais été interrogés et leur témoignage sur l'incident n'a jamais été sollicité.

*Rencontres avec les médias irakiens* : Les problèmes auxquels sont confrontés les médias irakiens sont bien plus sérieux que ceux des correspondants étrangers. Ils ont affaire à une force d'occupation qui témoigne de peu de respect pour les journalistes sur le terrain, particulièrement les journalistes locaux, considérés comme des éléments hostiles. En outre, des directives administratives ont été prises pour réglementer la presse irakienne. Toute violation de cette directive par les journalistes peut aboutir à une amende allant jusqu'à 1 000 dollars et un an de prison.

À ce jour, le Conseil de gouvernement n'a pris aucune décision concernant les quelques milliers de journalistes et d'employés des médias employés par le ministère de l'Information (et travaillant pour les journaux ou la radio-télévision sous l'ancien régime) qui ont été licenciés immédiatement après le début de l'occupation.

Le rôle du Conseil de gouvernement a suscité un profond malaise dans les milieux journalistiques. Les mesures prises contre des télévisions comme *Al Jazira* ou *Al Arabiya* et les plaintes contre les tentatives d'imposer un code de conduite (voir annexe 3) a sapé la confiance des professionnels envers cet organisme.

Les journalistes sont mal payés – environ 100 à 150 dollars par mois lorsqu'ils travaillent pour la presse locale, alors que ceux qui travaillent pour la presse internationale peuvent espérer jusqu'à 1 000 dollars par mois (on relève ces niveaux de rémunération à travers l'ensemble du pays et ce qui explique en partie la vulnérabilité des journalistes à l'égard de pratiques corrompues et souligne davantage encore les problèmes de professionnalisme dans l'accomplissement de leur travail).

On compte plus de 200 journaux et magazines à travers le pays. Tous les principaux partis politiques et groupes de pression ont leur propre journal. Certains sont publiés à Bagdad mais rédigés à l'étranger, d'autres sont entièrement financés par l'administration américaine ou reçoivent un soutien extérieur de personnalités vivant à l'étranger.

La plupart des publications fonctionnent à perte avec des diffusions oscillant entre 5 000 et 10 000. N'importe qui peut publier un numéro de journal pour un coût maximal de 1 000 dollars (estimation fondée sur le coût moyen d'un journal tabloïde de 16 pages).

Az Zaman, l'un des quotidiens les plus élaborés, bénéficie d'une diffusion de 50 000 exemplaires, mais est réalisé à Londres (seules quelques pages sont produites à Bagdad). L'éditeur est l'homme d'affaires et ancien responsable du parti Baath Saad Al Bazaaz. La mission s'est rendue au siège de la maison d'édition *Al Mada*, qui publie un quotidien. Le propriétaire-éditeur et rédacteur-en-chef, l'ancien membre du Bureau politique du parti communiste Fakhry Karim, a indiqué que son ambition était de produire un journal rentable. Il investit dans une nouvelle imprimerie, dans un système de distribution et envisage de lancer une télévision par satellite.

Il règne dans la presse une atmosphère poignante, bien qu'il existe aussi de nombreuses préoccupations quant à la qualité du journalisme et de nombreuses personnes ont dit qu'une action visant à élever le niveau de conscience à l'égard des questions professionnelles et éthiques était un élément essentiel de tout programme de soutien professionnel.

Dans l'audiovisuel, le paysage est dominé par les chaînes terrestres et satellitaires, dont l'une est soutenue par les forces d'occupation et souffre en conséquence d'un problème de crédibilité. Des chaînes telles qu'*Al Jazira*, *Al Arabiya* et *Abu Dhabi TV* sont bien plus populaires en raison de la vivacité de leur approche critique de leur couverture de l'occupation.

L'équipe américano-britannique de soutien aux médias (Media Development Team, MDT) à Bagdad encourage les nouveaux diffuseurs, mais le paysage audiovisuel local s'est avéré moins diversifié qu'on aurait pu le penser initialement en dépit d'une campagne d'information auprès des médias sur les critères à remplir pour obtenir une licence. Les régions kurdes ont leur propre système d'attribution des licences et connaissent un paysage audiovisuel pluraliste. Le spectre des fréquences à Bagdad est proche de la saturation et une discussion est en cours afin de trouver le moyen de résoudre le problème au niveau national.

La mise en place d'une structure de régulation nationale est une priorité. Des mesures sont en train d'être prises pour établir une Commission irakienne des médias et de la communication, probablement sur le modèle de celles qui ont été mises en place en Bosnie et en Afghanistan. Cette commission sera seule à pouvoir émettre les licences, réguler les télécommunications, la diffusion et les médias écrits et audiovisuels en Irak. Il est prévu que cette commission soit en place à la mi-mars 2004. Dans le même temps, un plan est en cours de discussion pour établir

un Office national de radio-télévision irakien qui prendrait le relais de l'*International Media Network* (IMN) mis en place après l'invasion et soutenu par les États-Unis. Le principal objectif de l'Office est de créer un mécanisme permettant de garantir qu'après le 1<sup>er</sup> juillet, lorsque le transfert du pouvoir à une administration local doit avoir eu lieu, il y aura un véritable organisme public de radio-télévision indépendant du gouvernement et préservé des influences politiques. La question de savoir si c'est faisable ou probable reste entière.

Ave des dépenses estimées mensuellement à 4 millions de livres sterling, l'IMN serait le projet américain le plus coûteux de l'histoire dans le domaine des médias. Le journalisme pratiqué au sein de l'IMN a souffert autant du manque de sources d'information (les journalistes couvrant en permanence des conférences de presse de la coalition et des interviews et des séances de photos mises en scène) que de la modestie des salaires des permanents, basés sur les barèmes de l'ancien ministère de l'Information selon lesquels un reporter touche mensuellement l'équivalent de 120 dollars. La principale télévision financée par la coalition a le plus faible taux d'audience de toutes les stations.

Au total, les journalistes doivent faire face à une myriade de problèmes d'une ampleur considérable : absence de sécurité de l'emploi et mauvaises conditions de travail, inexistence d'un cadre légal, critères de qualité professionnelle insuffisants, insuffisance d'accès à l'information, problèmes de sécurité et crainte de l'occupation militaire, problèmes d'impression et de distribution de la presse. Dans ces circonstances, la mission a concentré ses efforts sur la discussion avec le syndicat des journalistes et d'autres organisations sur la meilleure façon de bâtir la solidarité entre les journalistes afin d'affronter ces problèmes.

## CONCLUSIONS

1. La mission conclut que les journalistes en Irak ont soif de changement. Ils sont déterminés à s'affranchir de l'état de contrôle du journalisme par la politique et désirent réellement créer une culture journalistique démocratique qui respectera l'indépendance éditoriale et le pluralisme.
2. Mais c'est un challenge dans le climat politique, social et économique actuel. L'après-guerre et le lourd climat politique local font du journalisme un métier dangereux, tant sur le plan social que professionnel. Bien que pour la première fois, les journalistes se disent libres, nombreux sont ceux qui manquent du professionnalisme et de la nécessaire confiance dans leur indépendance qui est essentielle à leur avenir.
3. De plus, les journalistes doivent relever le défi de l'unité de leur profession dans le climat actuel. Néanmoins, tous les journalistes, dès lors qu'ils respectent la liberté de la presse et les droits de l'Homme, ont leur place dans l'avenir des médias en Irak.
4. Les membres de la mission ont discuté un programme de travail concret pour les journalistes irakiens qui figure en annexe à ce rapport. Ce travail donnera aux journalistes irakiens l'occasion de travailler ensemble sur des questions professionnelles et sociales et de débattre entre eux de l'étendue, de la nature et de la structure des futures organisations dont ils auront besoin.
5. Ce programme est un début, mais il est essentiel que les autorités d'occupation créent les conditions permettant l'exercice du journalisme sans intimidation d'aucune sorte. La mission estime que les autorités d'occupation ont échoué à gagner la confiance des

journalistes – tant des correspondants étrangers que des reporters locaux – qui prenne en compte et soutienne les principes fondamentaux du journalisme.

6. Les membres de la mission notent l'engagement de toutes les parties à travailler ensemble et, en ce qui concerne la relance du Syndicat des journalistes, à mettre en œuvre des réformes significatives de l'organisation.
7. Les membres de la mission estiment que dans la période à venir, il est d'une importance vitale de promouvoir un dialogue national et la discussion parmi les journalistes sur l'étendue, la nature et les statuts des organisations de journalistes qui prenne en compte la diversité de la communauté des médias et qui puisse représenter de façon satisfaisante les intérêts de tous les journalistes.
8. La mission considère que l'accord de l'ensemble des professionnels des médias est nécessaire pour refondre le paysage médiatique irakien, qu'il s'agisse de la création d'un authentique service public audiovisuel, de la mise en œuvre d'une autorégulation efficace du contenu des médias et de la création d'un système médiatique respectueux des valeurs internationales en ce qui concerne la liberté d'expression et les droits fondamentaux des salariés. Des structures de dialogue garantissant que les journalistes irakiens soient effectivement consultés sur toutes ces questions doivent être mises en place.
9. La mission estime que certaines actions de la part des autorités d'occupation sapent les efforts pour constituer une communauté journalistique professionnelle, confiante et ayant un sentiment de sécurité et contribue même à la création de divisions au sein de la communauté des journalistes irakiens.
10. Les actions des militaires visant à manipuler et contrôler les médias ont suscité un profond sentiment de malaise parmi les journalistes et sapent les efforts de ceux qui veulent soutenir un journalisme authentiquement indépendant.
11. Le refus de mener des enquêtes ouvertes et honnête sur les plaintes émises par les médias, qu'elles soient le fait d'*Al Jazira*, de *Reuters* ou plus largement de la communauté journalistique internationale<sup>1</sup> sur la mort de journalistes tués au cours de la guerre d'Irak a créé une atmosphère de cynisme et de mauvaise volonté qui est susceptible de nuire aux efforts pour créer une culture démocratique dans le pays.
12. La mission estime que toutes les tentatives pour régenter, contrôler et censurer l'information doivent cesser et céder la place à des mesures de confiance cherchant à établir le respect à l'égard de l'indépendance éditoriale.
13. Cela ne se produira que si des mesures urgentes sont prises pour combattre le chômage dans les médias irakiens, pour améliorer les effroyables conditions sociales dans lesquelles la plupart des journalistes travaillent et pour créer l'espace professionnel permettant l'exercice d'un journalisme de qualité respectueux de la déontologie professionnelle.

---

<sup>1</sup> Voir *Justice Denied on the Road To Baghdad*, rapport de la FIJ sur la mort inexplicquée de journalistes tués durant la guerre d'Irak, [www.ifj.org](http://www.ifj.org).

14. La mission est assurée qu'avec le soutien adéquat, les journalistes et les médias eux-mêmes sont prêts à relever le défi du changement une fois que l'occupation aura pris fin et que l'État de droit sera établi.
15. Il existe à présent une réelle possibilité qu'en dépit de leurs nombreuses divergences, les journalistes soient prêts à travailler ensemble pour lancer une campagne de défense des droits des médias et en faveur d'un journalisme indépendant. Ceci doit être au cœur de toute stratégie en faveur de la démocratie et des droits de l'Homme en Irak.

La FIJ et la FAJ tiennent à remercier tous ceux qui ont rendu possible cette mission, notamment Robert Shaw de la FIJ et le secrétariat de la FAJ au Caire et tout particulièrement les journalistes qui ont témoigné leur ouverture et leur générosité à l'égard de la mission lors de son séjour en Irak.



# Construire la confiance dans la solidarité

*Fédération Internationale des Journalistes  
Fédération des journalistes arabes*

## Déclaration de Rabat

*Les dirigeants de la Fédération Internationale des Journalistes et de la Fédération des Journalistes Arabes, réunis à Rabat, Maroc, le 12 avril 2003,*

**Insistant** sur le fait que tous les journalistes doivent pouvoir travailler dans des conditions de travail sûres et sécurisées,

**Exigeant** que tous les gouvernements suppriment les obstacles à la liberté de la presse et au libre exercice de la profession de journaliste, et

**Estimant** que les journalistes à travers le monde doivent travailler ensemble pour construire une solidarité mondiale fondée sur les principes du pluralisme et de la démocratie,

**déclarent**

1. leur condamnation totale de toute forme de menace pesant sur les journalistes, et en particulier les meurtres et intimidations brutales qui ont lieu actuellement en Irak, et
2. leur intention de collaborer ensemble dans le but d'enquêter sur la mort de journalistes ainsi que sur les autres tentatives d'intimidation, de détention et de harcèlement affectant le personnel des médias pendant le conflit en Irak.

*En outre, la FIJ et la FJA,*

**Conscientes** de la nécessité d'un dialogue élargi et renforcé entre les journalistes sur les questions de liberté de la presse et de défense du professionnalisme, particulièrement en période de tension,

**Estimant** que la restructuration des médias en Irak doit refléter les normes les plus élevées en matière de pluralisme, de liberté de la presse et d'indépendance rédactionnelle,

**Convaincus** que les droits sociaux et professionnels des journalistes sont mieux protégés à travers la création d'associations et de syndicats puissants, indépendants et fédérateurs,

**S'accordent** à travailler ensemble avec les objectifs suivants :

1. *veiller à ce que la voix de la liberté de la presse dans le monde arabe soit entendue dans les discussions internationales sur les stratégies de restructuration des médias en Irak ;*
2. *aider les journalistes irakiens à lancer une organisation nouvelle, unifiée et vigoureuse, impliquée dans la défense des droits sociaux et professionnels de tous les journalistes irakiens ;*
3. *défendre les droits des travailleurs de tous les médias du Proche Orient et en particulier des journalistes palestiniens ;*
4. *soutenir l'Institut International pour la Sécurité dans le Journalisme (INSI), en veillant à ce que tous les journalistes arabes et les travailleurs des médias aient accès à la formation, à l'assistance et aux autres bénéfices de la campagne mondiale pour la sécurité dans les médias ;*
5. *organiser des programmes de formation professionnelle pour les journalistes ainsi que des actions visant à renforcer le respect des valeurs éthiques et professionnelles ;*
6. *établir une plate-forme commune d'exigences reflétant les priorités des journalistes à l'échelle régionale et mondiale dans l'élaboration d'une politique mondiale du commerce et au sein du sommet mondial de la société de l'information et*
7. *soutenir la création de syndicats et d'organisations de journalistes indépendants afin de défendre de meilleures conditions de travail dans le journalisme.*

*La FIJ et la FJA s'accordent à créer une commission commune afin de superviser la coopération entre leurs deux organisations et mettre en place un plan d'action immédiat :*

- *une étude sur les conditions de travail des journalistes en Irak,*
- *l'organisation d'un atelier commun sur la liberté de la presse, qui sera organisé par la FIJ au Caire en 2003,*
- *l'établissement d'un programme commun de formation sur les questions professionnelles et syndicales,*
- *le soutien à l'INSI, en incluant un représentant de la FJA au comité de direction,*
- *des accords pour une participation, sur base commune, aux réunions des deux organisations,*
- *l'établissement d'une ligne de communication directe et continue entre les sièges des deux organisations pour soutenir une future collaboration.*

*Pour remplir ces objectifs, la FIJ reconnaît la FJA en tant que groupe régional représentatif des journalistes arabes et approuve la participation des membres de la FJA dans le travail de la FIJ.*

*Enfin, la FIJ et la FJA félicitent le Syndicat National de la Presse Marocaine, membre actif des deux organisations, pour la tenue de cette initiative historique et pour avoir ainsi créé*

*l'opportunité d'un dialogue apportant une impulsion importante et durable   l'unité,   la solidarité et au professionnalisme du journalisme   travers le monde.*

---

**Fédération Internationale des Journalistes  
Fédération des Journalistes Arabes**

---

**Projet de programme pour renforcer  
l'unité et le professionnalisme  
dans le journalisme irakien**



*INTRODUCTION*

*Ceci est un projet de programme de travail avec les journalistes et les médias en Irak. Le programme est issu d'une mission en Irak effectuée par la FIJ en coopération avec la Fédération des journalistes arabes du 19 au 25 janvier (ci-joint le communiqué publié au terme de la visite).*

*Des rencontres se sont tenues à Bagdad et Erbil avec des organisations de journalistes, que des médias irakiens et internationaux ainsi qu'avec des représentants de l'autorité provisoire de la Coalition, le Conseil de gouvernement et le Media Development Team. C'était la première visite dans le pays d'une délégation syndicale internationale depuis la fin de la guerre.*

*Au cours de la mission, un programme de travail a été mis au point en consultation avec les collègues irakiens. Coïncidant avec le séjour de la mission, deux séminaires de formation aux risques ont été organisés pour les journalistes à Bagdad, parrainés par la FIJ et avec le soutien de l'International News Safety Institute. C'était la première formation de genre dont ont pu bénéficier des confrères irakiens.*

*La FIJ estime que des décisions urgentes doivent être prises pour soutenir des mesures de confiance visant à promouvoir une culture de l'indépendance parmi les journalistes irakiens, notamment en aidant la création d'un nouveau syndicat, unifié et professionnel, pour les journalistes irakiens.*

**Contexte : Le travail de la FIJ dans le monde arabe**

La FIJ est engagée dans de nombreux programmes d'action avec les journalistes arabes et les organisations de journalistes à travers le programme Médias pour la démocratie en Méditerranée.

La FIJ travaille étroitement avec la Fédération des journalistes arabes (FAJ). En mars 2003 à Rabat, la FIJ et la FAJ ont signé la Déclaration de Rabat par laquelle les deux organisations se sont engagées à coopérer étroitement, notamment pour « *lancer une organisation nouvelle, unifiée et vigoureuse, impliquée dans la défense des droits sociaux et professionnels de tous les journalistes irakiens* ». La mission commune FIJ/FAJ à Bagdad était une initiative découlant de cette déclaration.

La FIJ accomplit actuellement un travail de développement professionnel et syndical au Maroc, en Algérie, en Égypte et en Palestine. Nous avons récemment admis des membres du Yémen, de Jordanie et d'Irak.

Les développements en Irak coïncident avec de récents progrès dans le monde arabe allant dans le sens de la liberté de la presse qui s'accompagnent d'une volonté de réforme nouvelle parmi les journalistes eux-mêmes. Le succès des télévisions satellitaires (notamment *Al Jazira, Abu Dhabi Television* et *Al Arabiya*) sont l'expression d'un pluralisme nouveau dans le secteur audiovisuel qui met en cause non seulement les régimes actuellement en place et leur contrôle sur les médias mais offre également à l'opinion arabe une voix authentique à l'échelle médiatique mondiale.

La FIJ cherche à s'appuyer sur ces développements positifs de deux façons :

- *Par la promotion de syndicats et d'associations nationales de journalistes unifiés.*

Peu des organisations existantes présentent la nature d'un véritable syndicat mais il existe une demande croissante pour que les droits sociaux fassent l'objet d'une prise en compte prioritaire de la part de ces organisations. Il existe donc une marge d'action pour des actions de développement syndical, y compris la formation à la sécurité, dans l'ensemble de la région.

Les journalistes, dans de nombreux pays, sont organisés à travers des associations professionnelles. Le processus consistant à les transformer en syndicats capables de défendre à la fois leurs droits matériels et moraux n'a donc rien d'aisé. Souvent, des lois locales l'interdisent carrément. Dans de nombreux pays, il n'existe aucune relation entre les organisations de journalistes et le mouvement syndical du pays concerné.

- *Travailler avec les organisations de journalistes pour améliorer le niveau de professionnalisme existant et pour encourager une pratique journalistique plus impartiale et respectueuse de la déontologie.*

En particulier, il est nécessaire de travailler davantage sur des questions telles que la tolérance, l'indépendance éditoriale et le pluralisme interne dans l'audiovisuel, y compris la conversion de médias d'État en organismes de service public. En mars 2004, un séminaire consacré à la déontologie doit se tenir avec la Fédération des journalistes arabes au Caire.

Conservant à l'esprit ces principes généraux, et étant donné l'état de crise actuel qui prévaut en Irak, la mission de la FIJ et de la FAJ considère qu'il est d'une importance primordiale de lancer un programme de travail pour renforcer le rôle du journalisme dans la société irakienne

en encourageant l'indépendance et la création de syndicats indépendants ; en renforçant l'engagement à l'égard des valeurs fondamentales du métier sur les plans éthique et professionnel ; en établissant des structures de dialogue sur les nouvelles lois et réglementations pour les médias irakiens et en établissant la confiance parmi les journalistes irakiens à travers des actions spécifiques destinées à promouvoir leur sécurité et l'égalité des sexes.

#### *PROGRAMME DE LA FIJ POUR LE DEVELOPPEMENT SYNDICAL CHEZ LES JOURNALISTES IRAKIENS*

Après des décennies de contrôle de l'État sur les médias et une guerre au cours de laquelle le journalisme lui-même a joué un rôle significatif, les besoins des médias et des journalistes irakiens sont énormes. À la suite de la guerre et de la chute du régime de Saddam Hussein, les professionnels irakiens des médias ont dû repartir de zéro : créer de nouvelles organisations fondées sur le professionnalisme et les principes d'indépendance, d'intégrité journalistique et du pluralisme démocratique.

Le programme ici présenté par la FIJ a été rédigé après des consultations avec les confrères irakiens à Bagdad et Erbil et prévoit dans un premier temps une série d'actions destinées à :

- Promouvoir l'unité et la solidarité parmi les journalistes irakiens et les personnels des médias et les aider à créer une nouvelle structure syndicale (*action syndicale*)
- Encourager le professionnalisme dans le journalisme à travers une formation à la déontologie (*comportement éthique*)
- Aider les journalistes à participer effectivement au débat sur les nouvelles politiques en matière de médias, y compris l'audiovisuel public et la réglementation des contenus (*réglementation et audiovisuel*)
- Susciter un débat sur la nécessité de la parité dans les médias, en particulier dans le recrutement, la formation et la façon dont on parle des femmes dans les médias (*Médias et égalité des sexes*)
- Garantir sans délai l'accès des journalistes irakiens à l'assistance et à la formation pour promouvoir la sécurité dans le journalisme (*Sécurité des journalistes*).

Le programme s'appuie sur une expérience considérable dans la mise en œuvre de projets d'assistance dans le domaine des médias dans un grand nombre de sociétés en transition y compris des régions affectées par le conflit. L'expérience acquise en Bosnie, en Serbie, en Asie centrale et dans les pays d'Europe centrale et orientale nous indique que s'il est important de fournir une aide financière directement aux différents médias pour les aider à se mettre en place et à se consolider, il n'existe aucune solution prête à l'emploi lorsqu'il s'agit de créer un paysage médiatique démocratique.

Le soutien aux médias doit être fondé sur une stratégie d'assistance qui encourage les standards et les pratiques démocratiques, ce qui inclut des associations et des syndicats puissants et indépendants. C'est aux journalistes et aux professionnels des médias irakiens

eux-mêmes qu'il incombe de développer des structures favorisant le journalisme indépendant et de construire leurs propres organisations professionnelles.

**La FIJ a obtenu l'accord des dirigeants des organisations de journalistes pour travailler ensemble autour de ce programme et pour susciter un débat et un dialogue à l'échelle nationale sur la forme et la nature du nouveau mouvement des journalistes irakiens.** Ce programme initial s'inscrit à la fois dans une perspective à court et à long terme.

À court terme, une assistance aux médias s'avère nécessaire pour aider les journalistes à protéger leur indépendance et leurs droits au travail. À plus long terme, il faudra qu'une communauté de journalistes définie et cohérente, respectant les principes internationaux des pratiques professionnels et des droits syndicaux, ait son mot à dire dans le processus de reconstruction.

Au cours des mois qui ont suivi la fin du conflit, on a assisté à une activité foisonnante dans le secteur des médias avec l'émergence de nombreuses nouvelles publications et d'un ensemble d'organes de presse, de même que des initiatives plus globales soutenues par l'administration étrangère.

Ce processus est désordonné, avec l'apparition partout dans le pays de nouveaux journaux, magazines, radios et télévision. Des travaux sont en cours pour établir de nouveaux mécanismes légaux de régulation des médias en Irak. Le Conseil de gouvernement applique des politiques visant à contrer un type de journalisme véhément qui pourrait contrarier le processus de paix et de reconstruction, mais ces mesures ne sont guère comprises ni soutenues (*Voir ci-joint la lettre de la délégation FIJ-FAJ au Conseil de gouvernement*).

Le problème est que tant que des structures efficaces et représentatives n'auront pas été mises en place pour donner aux journalistes irakiens une voix dans ce processus, nous risquons de voir à court terme proliférer les problèmes d'instabilité dans les relations entre les journalistes et l'administration étrangère.

Peu a été fait pour aider à la création de structures locales non-gouvernementales de régulation des médias, notamment dans le domaine du développement associatif et syndical. C'est un ingrédient à la fois vital et urgent dans le processus de mise en place de mesures de confiance parmi les journalistes irakiens. Cela garantira également leur capacité à influencer le processus de développement des médias dans le pays.

Ce programme aide à établir les structures qui permettront une telle consultation afin de s'assurer que la législation irakienne des médias se conforme aux principes internationalement acceptés et les journalistes irakiens le comprennent parfaitement. (Un projet de code de conduite rédigé à l'occasion d'une région d'ONG défendant la liberté de la presse à Athènes début 2003, qui constitue toujours la base principale sur laquelle peuvent s'appuyer des stratégies de développement des médias à Bagdad n'a été à ce jour discuté qu'avec un petit nombre de journalistes irakiens.) Il est urgent que les questions d'éthique et de politique médiatique soient élaborées par les journalistes eux-mêmes.

Le programme de la FIJ doit aboutir à un mode de travail plus institutionnalisé afin de conforter les associations de journalistes, améliorer la sécurité des personnels des médias, identifier les besoins de formation et élaborer une proposition de structure nationale de formation pour les journalistes. Il est prévu d'y associer des réseaux de journalistes

américains, européens et arabes expérimentés pour conseiller et évaluer les activités et concevoir un programme de soutien à long terme pour les médias indépendants. Les groupes-cibles sont les journalistes, les rédacteurs en chefs et les formateurs en journalisme irakiens.

Les activités principales consistent en une série de séminaires et de rencontres à travers l'Irak sur la formation à la sécurité, l'action syndicale, l'égalité des sexes, la déontologie et la régulation des médias.

Il est envisagé de tenir une conférence nationale pour lancer le programme ainsi qu'une réunion destinée à évaluer les activités et identifier les actions ultérieures pour améliorer l'environnement social et professionnel des journalistes irakiens.

Un plan détaillé pour le soutien à moyen et long terme des médias indépendants va être préparé.

## Groupes-cibles et résultats attendus

Le groupe-cible sera les journalistes et salariés des médias travaillant dans tous les secteurs des médias irakiens.

Étant donné l'effondrement général du système journalistique en Irak et le fait que de nouveaux journaux apparaissent pratiquement chaque jour, il n'est actuellement pas possible de donner le nombre exact des bénéficiaires.

Cependant, on estime que dans l'ensemble du pays, près de 5 000 journalistes et salariés des médias constitueront le vivier des futurs participants au projet. (Le Syndicat des journalistes du Kurdistan représente 837 membres.) Près de 250 journalistes prendront part directement aux activités envisagées.

Les résultats attendus de ce programme sont les suivants :

- La création d'associations et de syndicats de journalistes et de salariés des médias indépendants bien placés pour défendre les droits des journalistes, pour constituer un partenaire crédible dans les structures de régulation et s'exprimer au nom de la communauté des journalistes sur toutes les questions concernant les médias ;
- La préparation d'un plan d'action pour un journalisme professionnel et respectueux de la déontologie et la création d'un système de formation des journalistes professionnel et permanent fournissant à ces derniers les compétences et le savoir nécessaires pour rendre compte en temps utile de l'actualité d'une façon précise et équilibrée.
- Des améliorations dans le niveau de protection des journalistes avec des actions urgentes et immédiates pour promouvoir les critères de sécurité essentiels pour les journalistes irakiens à travers la formation à la sécurité.
- Une meilleure prise de conscience du besoin d'atteindre à la parité dans la formation, le recrutement et les perspectives de carrière pour les femmes journalistes et pour une présentation professionnelle des femmes dans les médias.



- Des structures de dialogue doivent être créées tant au sein des médias qu'avec les autorités en ce qui concerne les questions ayant trait à l'audiovisuel, la future régulation des médias et l'autorégulation du journalisme en Irak.

Le programme se traduira également par l'établissement de liens entre les journalistes irakiens et leurs collègues dans le monde arabe, par l'entremise de la Fédération des journalistes arabes, ainsi qu'avec leurs confrères en Europe et aux États-Unis afin de créer un cadre durable pour préserver un niveau élevé de professionnalisme.

Dans l'immédiat, le projet va consolider les partenariats existants et identifier de nouveaux partenaires pour que ces actions soient efficaces et, dans le même temps, commencer le travail concret d'assistance aux journalistes irakiens, soutenir le processus de promotion d'un journalisme indépendant et créer un cadre permettant de développer en détail les projets à venir pour soutenir le journalisme professionnel qui jouera pleinement son rôle dans la société démocratique en Irak. Le programme initial est prévu pour durer 16 mois.

Le projet prévoit une mise en œuvre par les Irakiens eux-mêmes une fois que le processus d'identification de nouveaux partenaires locaux aura été atteint. Le but du projet est précisément d'établir avec les journalistes, rédacteurs-en-chef et formateurs les stratégies et les structures nécessaires à la promotion d'un journalisme indépendant et la création de syndicats de journalistes puissants et indépendants.

Le projet donnera à ceux qui rédigent actuellement les lois sur les médias la possibilité de le faire avec les partenaires locaux adéquats. Actuellement, ces initiatives se déroulent en leur absence et si l'on veut que ces lois fonctionnent, il est nécessaire que les journalistes irakiens soient informés et consultés.

L'approche du projet se veut globale et consiste à favoriser des mesures de confiance à travers un réseau de compétences et d'expertises, notamment parmi les journalistes, rédacteurs-en-chef et formateurs arabophones.

## Activités proposées

1. Une nouvelle mission aura lieu en avril ou en mai 2004 pour identifier les coordinateurs locaux pour ce programme dans chaque région et nommer des formateurs irakiens. Des bureaux locaux seront ouverts afin d'assurer le suivi des activités du projet et d'assurer une bonne communication entre les groupes-cibles et les partenaires du projet.
2. La FIJ et la Fédération des journalistes arabes vont instituer un **groupe de travail consultatif** pour travailler avec les journalistes irakiens et les assister dans l'élaboration du programme. (Les membres de la mission en Irak se mettront à leur disposition pour aider aux travaux préparatoires.)
3. Un **Coordinateur national** s'installera à Bagdad pour superviser le développement des activités sur le terrain, coordonner les missions et les activités du projet. Il y aura **deux coordinateurs régionaux** désignés par le Syndicat des journalistes irakiens et le Syndicat des journalistes du Kurdistan.

4. **Une lettre d'information bimensuelle** sera éditée, ainsi qu'un **site web** consacré au projet. Ils rendront compte de l'avancement du projet et favoriseront les réseaux et l'échange d'expérience et d'information entre les formateurs en journalisme et d'éminents professionnels des médias.
5. **Une étude** sera menée sur les questions des médias et du chômage dans le secteur de l'information.

### **Thème du projet n° 1 : des associations de journalistes indépendantes et démocratiques pour l'Irak**

Sous le régime de Saddam Hussein, le syndicat des journalistes irakiens était une institution corrompue politiquement et directement contrôlée par le fils du président. L'effondrement de cette structure et la prolifération des organes de presse signifient que la majorité des journalistes ne disposent pas d'une organisation nationale représentative unifiée.

Dans la situation actuelle, il est clair qu'il serait déraisonnable et contre-productif d'imposer une association ou syndicat des journalistes irakiens centralisé. Par conséquent, ce qui est suggéré est de recourir à un programme d'activités afin de promouvoir la coopération entre les différents groupes régionaux et de rechercher un accord sur un programme de développement syndical, une charte nationale des journalistes et des structures de dialogue menant à une approche nationale unifiée sur les questions ayant trait aux médias et à des stratégies de consolidation des associations.

Les rencontres devraient se concentrer sur un sujet concret proche des préoccupations immédiates des journalistes : la sécurité, l'égalité des sexes et les droits sociaux.

Seule, la région nord du pays a connu des organisations de journalistes libres. L'une d'elle, le Syndicat des journalistes du Kurdistan, a été admise comme membre au sein de la FIJ.

Durant la mission, la FIJ a rencontré des représentants des organisations existantes ? Il est clair que beaucoup reste à faire pour établir la confiance entre les journalistes dans les organisations dont ils ont besoin pour être représentés.

L'ancien Syndicat des journalistes a été suspendu par la Fédération des journalistes arabes et a reconnu la nécessité de mettre en œuvre de véritables réformes, y compris la démission collective de la direction actuelle et la création d'une nouvelle organisation crédible.

Il est proposé d'organiser **trois séminaires de formation syndicale**. Chacun sera combiné à une discussion sur le rôle et la mise en place de syndicats et d'associations de journalistes pour améliorer les conditions de travail. Nombre total des participants : 120.

### **Thème du projet n° 2 : le professionnalisme et la déontologie**

Les journalistes irakiens se trouvent à un tournant historique, non seulement pour leur pays mais pour les journalistes de tout le monde arabe. Les journalistes irakiens bénéficient d'une importante solidarité de la part de leurs confrères du monde arabe. Il y a aussi une conviction forte et croissante que les vertus d'un journalisme professionnel et impartial sont la pierre angulaire du changement démocratique dans la région.

Pour cette raison, l'usage de la langue arabe dans les séminaires et le matériel de soutien pédagogique sera crucial dans les mois à venir. Il est proposé de publier de tels documents sur la couverture des sujets ayant trait aux droits de l'Homme, aux élections, les codes de déontologie, l'autorégulation et l'indépendance éditoriale.

Nous proposons **deux rencontres** sur ces questions, l'une à Erbil et l'autre à Bagdad. Nombre total des participants : 100.

Dans la période actuelle marquée par l'instabilité qui a toute chance de durer encore longtemps, le rôle des médias et des journalistes sera vital pour aider à créer le flux d'information à la fois professionnelle et fiable dont les citoyens auront besoin pour écarter la rumeur, la spéculation et la désinformation sur leur avenir. La FIJ et la FAJ s'appuieront sur le travail actuellement mené dans le cadre d'un important programme d'activités avec les journalistes arabes et d'autres organisations de journalistes à travers le programme Médias pour la démocratie en Méditerranée.

Dans le même temps, nous proposons de mettre à profit ces événements pour instituer des liens entre les confrères et les organisations de journalistes des autres parties du monde arabe, ce qui s'avère être une nécessité à la fois urgente et importante.

Ce réseau de solidarité consolidera la défense du professionnalisme à un moment où le journalisme en Irak sera soumis à de considérables pressions de la part de groupes communautaires et politiques pour embrigader les médias dans les luttes politiques qui émergent dans cette difficile période de l'après-guerre.

### Thème du projet n° 3 : la sécurité des journalistes

Étant donné le nombre important de journalistes et personnels des médias tués et blessés durant le conflit d'Irak (la FIJ, qui a suivi de très près la situation, a répertorié 31 salariés des médias tués à cette occasion) et le niveau persistant d'insécurité dans le pays, la sécurité des journalistes doit être primordiale. L'expérience a démontré que les périodes d'immédiat après-guerre, lorsque les journalistes sont souvent à l'avant-garde du processus de démocratisation, ils sont particulièrement exposés aux pressions, à l'intimidation, et aux agressions physiques.

S'appuyant sur son expérience considérable dans l'amélioration des conditions dans lesquelles travaillent les journalistes, la FIJ a également lancé récemment l'International News Safety Institute (INSI). Cet institut jouit du soutien d'une centaine d'organes de presse, d'organisations de journalistes et de défense de la liberté de la presse parmi les plus importants à travers le monde. Cet organisme a été institué afin de promouvoir les critères de sécurité et la formation des journalistes à la sécurité partout dans le monde. La FIJ a également organisé des formations à la sécurité pour les journalistes dans des zones de conflit (Côte d'Ivoire, Palestine, Népal et Pakistan) au cours des douze derniers mois.

Au cours de la mission, l'INSI, qui est aussi soutenu par la Fédération des journalistes arabes, a tenu deux sessions de formation à Bagdad pour les journalistes irakiens. C'était la première fois que des journalistes et salariés des médias irakiens avaient accès à de telles formations.

Étant donné la situation extrêmement difficile à laquelle sont confrontés les journalistes dans l'ensemble du pays, la FIJ propose en outre **six autres sessions de formation à la sécurité** à

Bagdad, Erbil, Bassorah, Kirkouk, Souleymaniya et Fallouja. Nombre total de participants : 110.

La première session, à Bagdad, serait une session de formation pour les formateurs (une dizaine) afin de disposer très rapidement de compétences locales pour soutenir les journalistes irakiens. Le manuel de sécurité de la FIJ, *Live News*, sera traduit en arabe pour ce travail (exemplaire joint).

## Thème du projet n° 4 : Prise de conscience de la nécessité de la parité dans les médias

La FIJ propose d'organiser un **séminaire national** consacré à la formation, au recrutement et au développement et aux perspectives de carrière pour les femmes journalistes ainsi qu'à la représentation des femmes dans les médias sur une base professionnelle. À cette fin, la FIJ s'appuiera sur le programme d'action pour l'égalité des sexes adopté par son congrès de Séoul en 2001. Nombre total de participants : 50.

L'émergence de nouvelles formes d'organisation pour les journalistes et salariés des médias, de même que la mise en place d'un nouveau cadre pour les médias, signifie que les questions d'égalité des sexes, tant sur le lieu de travail que dans le contenu de l'information traitée et diffusée, sont d'une importance primordiale. La rencontre débouchera sur un plan d'action pour les médias irakiens sur les questions d'égalité des sexes.

## Thème du projet n° 5 : structures de dialogue, régulation des médias et audiovisuel

L'un des principaux problèmes identifiés par la mission FIJ-FAJ est l'absence d'un cadre législatif et réglementaire pour les médias. Les lois héritées du régime baathiste violent de façon flagrante la liberté d'expression, de même d'ailleurs que plusieurs mesures prises par l'autorité provisoire de la Coalition qui restreignent davantage qu'elles ne favorisent la liberté d'expression. Les membres de la mission estiment nécessaire un changement significatif de la culture politique irakienne.

Les hommes politiques et les autres personnages publics doivent prendre en compte ce que signifie la liberté d'expression dans une société démocratique, à savoir qu'elle les expose à une intense observation et parfois à de dures critiques. Tant que les lois anciennes demeurent en vigueur, elles représentent une menace sérieuse pour le journalisme critique et indépendant. Par exemple, selon le Code pénal, un journaliste qui insulte un secteur de la population est passible d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à dix ans. De telles lois ont de quoi donner le frisson.

Depuis son entrée en fonction, l'Autorité provisoire de la Coalition (CPA) a elle-même adopté des mesures sévères, interdisant les publications qu'elle estime violentes et restreignant le droit de réunion. Ces mesures sont incompatibles avec le but affiché de la CPA d'apporter la démocratie à l'Irak et doivent être abrogées. La mise en place de nouvelles structures pour les médias, comme le Réseau des médias irakiens, n'a aucun sens si l'indépendance des médias et des journalistes n'est pas garantie.

Il est par conséquent impératif d'établir une culture de la transparence et de la démocratie dans les médias. Le projet propose d'examiner quelles structures de dialogue sont nécessaires pour s'assurer que les organisations de journalistes soient pleinement consultées sur le nouveau paysage médiatique irakien, en particulier en ce qui concerne l'audiovisuel public, la liberté d'informer, les structures d'autorégulation et pour garantir l'abolition des formes existantes de censure.

Le projet propose d'organiser une **importante conférence nationale** à Bassorah pour examiner ces questions. Nombre total de participants : 60.

Le programme s'appuie sur une formation à la sécurité existant déjà qui est considéré comme la référence pour le reportage de guerre. La FIJ va traduire en arabe son manuel de sécurité très complet *Live News* afin de le mettre à la disposition des journalistes irakiens. (Ci-joint un exemplaire en anglais de ce manuel, qui a été publié en mars 2003.)

## Comblent le fossé : programme de la conférence-bilan de Bagdad

À l'issue des huit premiers mois du programme, il est proposé d'organiser une conférence à Bagdad rassemblant les journalistes, rédacteurs-en-chef et formateurs irakiens avec leurs collègues du Réseau pour rassembler les éléments du projet, évaluer ses progrès et en discuter avec les acteurs concernés.

Seront également invités les principaux représentants des organisations de journalistes d'Europe et d'Amérique du Nord. La conférence durera deux jours et demi. La conférence déterminera les nouveaux besoins et priorités des journalistes irakiens dans le contexte d'une situation instable et susceptible d'évoluer rapidement et se concentrera sur les questions suivantes :

- Comment établir une coopération entre les organisations régionales de journalistes irakiennes et créer un syndicat ou une fédération les chapeautant ?
- Quels sont les nouveaux besoins des journalistes irakiens en termes du point de vue du cadre juridique et des mécanismes de régulation en ce qui concerne les droits sociaux et les conditions de travail ?
- Comment les journalistes irakiens peuvent-ils être correctement représentés dans le processus de définition des nouvelles politiques et des nouveaux mécanismes de régulation des médias ?

Cette rencontre passera en revue les résultats de l'étude sur le marché du travail et sera le point de départ d'une discussion sur les questions prioritaires pour l'action syndicale à venir. Il est proposé d'inviter quarante participants. Les langues utilisées dans cette conférence seront l'anglais et l'arabe.

A partir des résultats des séminaires et de la conférence nationale, la FIJ va commencer à préparer du matériel de formation syndicale en arabe sur la sécurité et l'édification d'associations. Les experts-journalistes choisis par le groupe consultatif d'experts FIJ-FAJ seront chargés de rédiger un manuel consacré à l'action syndicale qui abordera les questions professionnelles essentielles comme les conditions de travail, les droits du

salarié, la sécurité, l'indépendance rédactionnelle, la déontologie, l'égalité des sexes, les droits de l'Homme et les droits sociaux.

Les partenaires du projet (la FIJ et la FAJ), leurs partenaires irakiens et le Réseau entreprendront une évaluation interne du projet. La réunion d'évaluation comprendra les partenaires du projet et les experts-journalistes du groupe consultatif. Le projet se terminera par le développement d'un plan d'action définissant les phases ultérieures. Cette stratégie de consolidation du journalisme indépendant identifiera des thèmes prioritaires d'action s'appuyant sur l'expertise et les structures créées par le projet.

Cette stratégie assurera le suivi du programme initial et préparera des plans détaillés pour les phases ultérieures qui seront soumises à discussion au cours d'une phase-pilote avec le réseau des journalistes, rédacteurs-en-chef et formateurs irakiens et internationaux qui peut comprendre :

- Des séminaires sur la consolidation des syndicats et des associations (adhésion, droits et responsabilité des journalistes, la représentation des intérêts des journalistes, l'interaction avec les autorités et les organismes de régulation, etc.)
- Les standards de sécurité.
- La consolidation des structures d'accueil pour les associations et la formation (telles que les maisons de la presse, où l'on trouve un accès à l'Internet, des documents de référence, des salles de réunion pour les journalistes, etc.).
- Des séminaires de formation pour les formateurs basés sur les modules mis au point lors de la phase-pilote.

## Méthodologie du programme

Les méthodes du projet s'appuient sur l'expérience considérable de la FIJ dans le domaine de l'assistance au développement des organisations de journalistes dans les sociétés nouvellement démocratiques.

Cette méthodologie sera adaptée aux spécificités de la situation irakienne, qui n'a pas d'équivalent. En particulier, elle répondra aux préoccupations des journalistes irakiens quant à leur statut, leurs conditions de travail et leur relation avec l'administration internationale. Elle encouragera un processus par lequel les journalistes irakiens s'engageront positivement afin de favoriser la transition vers une administration irakienne démocratique et la création d'une société civile robuste fondée sur des structures transparentes et démocratiques y compris les médias eux-mêmes.

En particulier, elle vise à travailler en étroite coopération avec les représentants de la Fédération des journalistes arabes et d'autres organisations nationales de journaliste arabes. Le programme visera à établir des réseaux de journalistes irakiens à travers des rencontres régionales qui constitueront la base d'un programme à plus long terme concernant l'organisation des syndicats et associations.

L'accent mis sur les questions de sécurité lors des premières rencontres devrait renforcer la confiance parmi les journalistes irakiens dans le fait que le projet et le travail de développement des médias répondent à leurs préoccupations immédiates. L'expérience

montre que, même dans les communautés journalistiques les plus divisées, la sécurité est un sujet sur lequel tous les journalistes peuvent se retrouver pour coopérer.

L'évaluation du projet aura lieu lors de réunions des partenaires du projet et des experts. Des journalistes de premier plan originaires des États-Unis, d'Europe et du monde arabe seront conviés à y jouer le rôle de conseillers et chargés d'évaluer le projet. Ils seront choisis parmi les principaux syndicats de journalistes, la Fédération arabe des journalistes et d'importants syndicats de journalistes arabes notamment du Maroc d'Égypte et de Palestine. À la fin du projet, il sera demandé à la CISL d'évaluer l'ensemble du travail réalisé.

La FIJ est le chef de file et assume la responsabilité d'ensemble de la mise en œuvre du projet et de la coordination avec les partenaires du projet. La FIJ sera également spécifiquement responsable du travail ayant trait à la construction syndicale et associative. L'INSI apportera son soutien à la formation à la sécurité.

L'équipe qui devrait être chargée de la mise en œuvre du projet comprend : un directeur de projet de la FIJ, un assistant de projet de la FIJ, un comptable de la FIJ, un coordinateur national de la FIJ, deux coordinateurs irakiens du bureau local, un directeur de projet irakien, un assistant de projet irakien. S'y ajouteront des formateurs à la sécurité, des experts en action syndicale, trois coordinateurs de formation locaux (partenaires à identifier lors de la première phase du projet), quatre experts internationaux en formation, huit experts locaux en formation, un responsable éditorial.

## Résultats attendus

Le projet aboutira à la création d'un cadre cohérent et réaliste permettant d'établir des syndicats et associations de journalistes aux niveaux national et régional en mesure de représenter les intérêts professionnels et syndicaux des journalistes. Les résultats pratiques du projet seront les suivants :

- Étude d'évaluation des conditions sociales et professionnelles des journalistes irakiens.
- Formation à la sécurité de 150 journalistes
- Édition à mille exemplaires d'un manuel de formation syndicale, en anglais et en arabe
- Rapports sur la déontologie et l'indépendance rédactionnelle disponible en ligne pour les formateurs (250 exemplaires en arabe, 100 en anglais)
- Stratégie pour une action ultérieure, publiée en arabe et en anglais (500 exemplaires)

Le but immédiat du projet est de produire des stratégies, des modules et des structures pour poursuivre et étendre le travail accompli dans le cadre du projet lui-même. De cette façon, chaque aspect du projet comporte un élément multiplicateur.

En particulier, les modules de formation syndicale sont spécialement conçus pour être utilisés lors de formations pratiques dans les projets à venir. Ils constitueront l'épine dorsale de la formation des journalistes aux questions syndicales. Les associations créées dans le cadre du projet seront ouvertes aux journalistes et permettront d'étendre aux nouveaux membres l'impact du projet lui-même.

Le manuel de formation de la FIJ et les documents de formation à la sécurité permettront de garantir que la majorité des journalistes irakiens aient accès à cette information et cette expérience dans leur propre environnement de travail.

## PLAN D'ACTION

Année	Activité	Emplacement (ville)	Organisation en charge
<b>Année 1</b>			
<b>Mois 1</b>			
Coordination	1 <sup>ère</sup> réunion de planification du projet	Bruxelles	FIJ, partenaires irakiens
Action syndicale/sécurité/déontologie	Phase de planification, mission en Irak, sélection des experts, des partenaires locaux, des groupes-cibles	Bruxelles, Bagdad	FIJ, FAJ, partenaires irakiens
<b>Mois 2</b>			
Action syndicale/sécurité	Confirmation des experts, contacts avec les partenaires et les groupes-cibles	Bruxelles,	FIJ
Formation syndicale	Confirmation des experts, contacts avec les partenaires et les groupes-cibles	Bagdad	
<b>Mois 3</b>			FIJ
Coordination	Mettre en place un coordinateur national. Évaluer les sites pour les bureaux locaux, sélectionner les coordinateurs, identifier les partenaires	Bagdad	FIJ, partenaires irakiens
Lancement du programme	Conférence de lancement	Irak	FIJ, FAJ
Coordination	Installer les bureaux locaux et les coordinateurs locaux/1 <sup>ère</sup> lettre d'information/site web	Irak	FIJ, partenaires irakiens
<b>Mois 4</b>			FIJ, partenaires irakiens
Action syndicale/sécurité	Séminaire de formation des formateurs à la sécurité/Atelier syndical	Bruxelles /Irak	FIJ, partenaires irakiens
<b>Mois 5</b>			
Coordination	Publication de la deuxième lettre d'information	Irak, Bruxelles	FIJ
Action syndicale/sécurité	Séminaire de formation à la sécurité/préparation des documents sur la déontologie (Erbil)	Irak	FIJ, partenaires irakiens
<b>Mois 6</b>			FIJ
Coordination	Coordination permanente sur les missions et les séminaires	Irak, Bruxelles,	FIJ
Action	Formation à la sécurité et	Irak	FIJ, partenaires irakiens



syndicale/sécurité	séminaire sur le fonctionnement associatif		
Formation	Évaluation des besoins en formation professionnelle	Irak	partenaires irakiens
<b>Mois 7</b>			
Coordination	Coordination permanente Lancement de l'enquête sur la situation de l'emploi Séminaire de formation à la sécurité et au fonctionnement des associations Publication de la troisième lettre d'information	Irak, Bruxelles	FIJ, partenaires irakiens
Action syndicale/sécurité	Séminaire de formation à la sécurité et au fonctionnement des associations	Irak	FIJ, partenaires irakiens
<b>Mois 8</b>			
Coordination	Préparation de « Combler le fossé » : conférence nationale du journalisme irakien	Irak, Bruxelles	FIJ, partenaires irakiens
Action syndicale/sécurité	Séminaires de formation à la sécurité et à l'action syndicale	Irak, Bruxelles	FIJ, partenaires irakiens
Formation	Publication de l'enquête sur l'emploi et les besoins de formation	Irak, Bruxelles	FIJ
<b>Mois 9</b>			
Coordination	« Combler le fossé » : conférence nationale du journalisme irakien, Publication de la quatrième lettre d'information	Irak, Bruxelles	FIJ, partenaires irakiens
Action syndicale/sécurité	conférence nationale du journalisme irakien, constitution d'une association chapeautant l'ensemble des associations	Bagdad	FIJ, partenaires irakiens
Formation	Conférence sur l'égalité des sexes	Irak	partenaires irakiens
<b>Mois 10</b>			
Coordination	Publication du rapport sur la conférence nationale du journalisme irakien	Irak, Bruxelles	FIJ
Action syndicale/sécurité	Examen du rapport sur la conférence nationale du journalisme irakien	Irak, Bruxelles	FIJ
<b>Mois 11</b>			
Coordination	Publication de la cinquième lettre d'information	Irak, Bruxelles,	FIJ, partenaires irakiens
Action syndicale/sécurité	Publication du manuel d'action syndicale	Irak, Bruxelles	FIJ
<b>Mois 12</b>			
Coordination	Coordination des missions	Irak, Bruxelles	FIJ
Action syndicale/sécurité	Séminaire sur la sécurité/manuel de sécurité	Irak, Bruxelles	FIJ, partenaires irakiens
<b>Année 2</b>			
<b>Mois 1</b>			
Coordination	Publication de la sixième lettre d'information	Irak, Bruxelles	FIJ, partenaires irakiens

Action syndicale/sécurité	Réunion sur la déontologie (Bagdad) Manuel	Irak, Bruxelles	FIJ
<b>Mois 2</b>			
Coordination	Réunion d'évaluation du projet	Irak, Bruxelles	FIJ, partenaires irakiens
Action syndicale/sécurité		Irak, Bruxelles	FIJ, partenaires irakiens
<b>Mois 3</b>			
Coordination	Préparation du document sur la stratégie et du rapport final. Publication de la septième lettre d'information	Irak, Bruxelles	FIJ, partenaires irakiens
<b>Mois 4</b>			
Coordination	Publication du document sur la stratégie et du rapport final.	Irak, Bruxelles, Maastricht	FIJ, FAJ, partenaires irakiens
Action syndicale/sécurité	Évaluation de l'activité du projet	Irak, Bruxelles	CISL

# IFJ-FAJ Letter to Iraqi Governing Council

*Mission to Iraq, January 19th -24th 2003*

Honourable Members  
Governing Council, Baghdad

January 24th 2004

Dear Friends,

On behalf of the International Federation of Journalists and the Federation of Arab Journalists, the largest organisations of journalists world-wide and in the Arab world, which are currently carrying out a mission of solidarity to Iraq in support of Iraqi journalists, we write to express our serious concerns over recent actions, taken in the name of the Governing Council, which undermines efforts to create a democratic media culture in Iraq.

Indeed, we believe that reported attempts to dictate to Iraqi journalists how they must report on the current crisis smack of old-style media manipulation and show contempt for media and free journalism. In particular, we are concerned over the following:

1. The suspension of TV channel Al-Arabya because it broadcast a tape from Saddam Hussein before his arrest. This suspension, of dubious legality, is based on professional concerns, which could and should be resolved by effective dialogue with journalists and editors.

The choice of news items is an editorial matter alone and we note that, in this case, the tape in question was widely broadcast by international media around the world. We respect all concern for fair and responsible journalism, but we believe this sort of interference creates an impression of intrusion and interference that is unacceptable, even in the difficult conditions of Iraq today.

2. Attempts to ban words like “jihad” and “resistance” from the reports of Iraqi journalists. We note that according to reports from the BBC monitoring and Iranian media that a representative of the Council’s Media Committee circulated a media behaviour statement urging media to abstain from using such words in their reports of attacks or acts of violence.

We reject this sort of blatant attempt to define what a journalist may or may not write. Professionalism is created by creating a climate of openness and freedom. We believe more efforts must be made to help journalists gain the confidence to work freely and responsibly. More training, dialogue and provision of reliable sources of information are the key to quality journalism – not arbitrary bans on the dictionary that journalists use.

3. An attempt to get journalists to sign up to an 11-point code of conduct for media drafted without proper consultation with journalists. We have been informed that a code is being circulated with a demand that journalists sign up to the document.

But where has this come from and who has prepared it? Ethical matters in journalism are primarily the business of journalists themselves. Only a code drafted by and agreed by editors, journalists and other media creators can command the confidence of the profession.

Most sincerely we believe that the future of Iraqi journalism depends upon the capacity of Iraqi journalists themselves to exercise control over their professional work. That is why we say this code should be withdrawn.

We raise these concerns at a time when there is growing anger among foreign correspondents and local media over the way journalists are being treated by the occupation authorities. One problem is that media and reporters are often treated as hostile elements in society and face an occupation force that has already developed its own sense of impunity when it comes to dealing with reporters in the field.

In recent days we have heard of numerous cases of media harassment. We received a number of complaints from broadcast media, including a list of incidents from *Al-Jazeera* alone. Additionally, journalists face a massive social crisis following the dismissal of a large number of media staff over the past nine months. We cannot stand aside as the rights of colleagues in Iraq are put under such intolerable pressure.

As it is all journalists work in extremely dangerous conditions, yet precious little has been done to address the crisis of news safety. We are pleased that, on the initiative of the IFJ, this week safety training has been carried out for local journalists and foreign correspondents in Baghdad. Only when the rights of journalists are respected and they work in secure conditions can media play a positive role in building democracy.

We believe there needs to be a new commitment to press freedom and democracy. Journalists need support, not more clumsy attempts to manipulate the media message which appear to support highly controversial political and strategic objectives.”

Our delegation, is examining new initiatives to create a unified national journalists’ movement that will defend social and professional standards.

Media rights and independent journalism must be at the heart of any strategy for democracy and human rights in Iraq, but so far these objectives are largely ignored in favour of political expediency. We believe that approach must change. Because of the importance of these issues we intend to make the contents of this letter public.

Yours Sincerely,

**AIDAN WHITE**  
General Secretary  
International Federation of Journalists

**MAHBOOB ALI**  
Vice President  
Federation of Arab Journalists

*IFJ Press Release*  
*February 5<sup>th</sup> 2005*

## ***Journalists Call Global Day of Mourning and Protest Over US “Abject Failure” to Probe Iraq Media Killings***

The International Federation of Journalists has declared April 8th – the anniversary of the attack by United States military on a Baghdad hotel filled with foreign journalists – a day of mourning and protest over the killings of journalists during the Iraq war and the “abject failure” of the Pentagon to adequately explain why journalists died.

Two journalists, Taras Protsyuk working for Reuters and José Couso, a cameraman for the Spanish network Telecinco, were killed in the Palestine Hotel, which was hit the day before Baghdad fell. The attack provoked outrage among journalists and media groups when the US falsely claimed that troops had been fired on from the hotel and later when a secret US investigation cleared the military of any responsibility.

“The attack on the Palestine Hotel was a shameful incident made worse by US misinformation circulated after the event and the failure to take responsibility for this attack,” said Aidan White, IFJ General Secretary. “The families and colleagues of the victims demand justice and a proper explanation about what happened.”

The IFJ’s renewed protest comes as Reuters news agency has criticised the US military’s investigation into the detention and treatment of its staff in Iraq in January this year, and the journalists are strongly backing the agency call for the US to withdraw statements suggesting, without evidence, that combatants posing as journalists had fired on US forces.

“These statements pose a serious threat to journalists everywhere,” said White. “They reflect the sense of impunity that exists within the US military that they can say what they like and do what they like when it comes to dealing with journalists, no matter what the consequences may be for the lives of our colleagues.”

The IFJ has published a detailed report – *Justice Denied on the Road to Baghdad* – outlining dissatisfaction within journalism about the failure of the US to properly investigate incidents in which seven journalists died during the war.

Besides the Palestine Hotel deaths, journalists are raising questions about the deaths of Tareq Ayoub, a journalist killed during a US air-strike on the offices of *Al-Jazeera* in Baghdad; the deaths of British ITN reporter Terry Lloyd and his colleagues Fred Nérac and Hussein Osman, whose bodies are still missing, in a fire fight between US and Iraqi troops near Basra, and the shooting by US soldiers of Reuters cameramen Mazen Dana in August.

The Reuters complaint concerns the maltreatment of two journalists and their driver who were arrested and detained for 72 hours by US troops who mistook them for enemy combatants.

"The US investigation of the mistreatment of Reuters staff was predictably inadequate," said White. "It fits in with the pattern of willful disregard of available evidence, a rush to exonerate US soldiers and their commanders, and a complete lack of seriousness over the complaints of journalists and media."

IFJ leaders are calling on journalists' groups to protest to US authorities and to their own governments on April 8th. Journalists will also raise the issues of journalists' safety with the United Nations and make new calls for changes in international law to strengthen the rights of journalists in times of conflict.

"The impact of the US failure to take the rights of media staff seriously is felt around the world," said White. "It undermines the campaign by press freedom groups to challenge impunity in the treatment of journalists and sends out an appalling signal to governments everywhere that the legitimate right to report freely, even in war zones, can be set aside to suit political and military convenience."

---